Guillaume
Larrivé

IMMIGRATIONS
L'heure de la décision

Immigrations

Du même auteur

Insoumission. Pour que vive la nation, Plon, 2017.
Le Coup d'État Macron. Le Prince contre la Nation, Éditions de l'Observatoire, 2018.
La Révolution inachevée, Éditions de l'Observatoire, 2021.

Guillaume Larrivé

Immigrations

L'heure de la décision

Éditions de L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-2860-8
Dépôt légal : 2024, mars
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2024
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Pour M. et P.,
qui savent les sourires si fugaces.

« Il m'est apparu que l'homme était tout semblable à la citadelle. Il renverse les murs pour s'assurer la liberté, mais il n'est plus que forteresse démantelée et ouverte aux étoiles. Alors commence l'angoisse qui est de n'être point. »

Antoine de Saint Exupéry,
Citadelle

« Je ne crois pas que la France, pour se libérer du trouble qu'elle subit, ait besoin de se faire ni bolcheviste, ni fasciste, ni nazi. Dans sa propre tradition, elle trouvera les remèdes. »

André Tardieu,
L'Heure de la décision

I

Délivrons-nous de la haine

De lui, je ne sais presque rien. Comme vous, qui l'avez vu. Voilà bien des années qu'il nous est apparu instantanément sur des millions d'écrans. Si proche et si lointain, surgissant dans nos vies comme pour remuer notre conscience. Rejeté par les flots de la mer Égée, quelque part en Turquie, sur la plage de Bodrum.

On dit qu'il s'appelait Aylan, qu'il était kurde et que sa famille avait fui la Syrie, allant vers l'Europe en quête de jours meilleurs. Il n'était responsable de rien, lui, puisqu'il ne savait rien – ni du sultan Recep Tayyip Erdoğan, ni du tyran Bachar el-Assad, ni du droit international, ni des règlements européens, ni des lois d'ici et d'ailleurs, ni de la cupidité des passeurs faisant commerce de sa misère, ni même des risques fous pris par ses parents l'embarquant sur un bateau d'infortune. Pendant trois ans seulement il avait pu sourire au lever du soleil. À peine quelques printemps pour respirer, admirer et jouer. C'était trop déjà pour le sort mauvais qui l'attendait. Naufragé à

jamais, le nez dans le sable, comme un tout petit Gavroche tombé si tôt dans le ruisseau, raidi par la mort, assassiné.

Mais par qui ? La méchanceté des temps ? La folle imprudence de son père ? La molle indifférence des spectateurs de son malheur ? Vous, moi, tout le monde ? Personne ? Quelqu'un, pourtant, devra répondre à la triste interrogation du poète : « Étranger, dont la voile a si longtemps longé nos côtes (et l'on entend parfois de nuit le cri de tes poulies), / Nous diras-tu quel est ton mal, et qui te porte, un soir de plus grande tiédeur, à prendre pied parmi nous sur la terre coutumière[1] ? »

Au-delà des regrets et peut-être des remords qui affleurent, tâchons de réfléchir, vraiment, aussi précisément que possible. « Il faut toujours dire ce que l'on voit. Surtout, il faut toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit[2] » : à nouveau, l'injonction familière de Péguy doit nous guider. C'est une hygiène mentale pour nous prémunir contre la tentation de regarder ailleurs, de nous installer douillettement dans le déni et, lâchement, de faire semblant d'être tranquille, à l'abri du chaos du monde.

Depuis tant d'années, la Méditerranée pleure des larmes de sang. Une macabre comptabilité en est scrupuleusement tenue à l'unité près par les services des Nations unies. Depuis la mort

1. Saint-John Perse, *Amers*, Gallimard, coll. « NRF poésie », 2007.

2. Charles Péguy, *Notre jeunesse*, Gallimard, coll. « Blanche », 1933.

d'Aylan en 2015 jusqu'aux premiers jours de 2024, pendant presque neuf ans, on a précisément dénombré 27 897 personnes mortes ou disparues en tentant de passer d'une rive à l'autre de la Méditerranée. Ces hommes, ces femmes et ces enfants n'ont pas survécu à la misérable armada qui a ainsi transporté 2 511 515 personnes du Sud vers l'Europe[1]. Pour l'heure, rien n'arrête le désastre.

Je ne m'habitue pas à ce que, chaque jour ou presque, un nouvel Aylan périsse en mer.

C'est pourquoi j'affirme que l'immigration est un problème littéralement vital, pour eux comme pour nous – d'abord parce que la vie de migrants est directement en cause, mais aussi parce que nos vies en sont, de mille manières, affectées. Et pour mieux agir par les voies de la délibération et de la décision politiques, je cherche d'abord à comprendre, c'est-à-dire, autant que possible, à faire œuvre de raison. Raymond Aron nous l'a enseigné : « entre l'ignorance aveugle et les imaginations moroses s'ouvre la route de la volonté lucide[2] ». C'est l'objet de ce livre.

La première démarche raisonnable me semble de ne pas céder aux passions mauvaises, qui sont les deux visages d'une même haine. La *haine de soi* est celle des *immigrationnistes*,

1. Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ; https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean, au 21 janvier 2024.

2. Raymond Aron, « L'Homme contre les tyrans », *Chroniques de guerre. La France libre, 1940-1945*, Gallimard, coll. « NRF », 1990.

qui détestent notre cité. La *haine de l'autre* est celle des *identitaristes*, qui n'aiment guère l'humanité.

Les premiers nous expliquent, du haut de leur magistère moral, que la France est coupable de n'être pas suffisamment ouverte. Les seconds nous assurent, du bas de leur angoisse sépulcrale, que nous ne serons jamais assez fermés.

Pour les tenants de l'idéologie immigrationniste, l'immigration est nécessairement un bienfait. Exilé, déplacé, étranger, migrant, réfugié, sans-papiers… : la figure de l'Autre est toujours celle du Bien, quel que soit le mot par lequel on le désigne, indépendamment des catégories juridiques, mais plutôt selon une sémantique sentimentale, voire lyrique. À leurs yeux, l'Autre incarne d'autant plus le Bien que le lieu de destination de sa migration n'est qu'un terrain vague, que les immigrationnistes rechignent à appeler « la France » et qu'ils désignent plutôt, avec un soupçon de mépris, comme « ce pays » coupable, forcément coupable, toujours coupable. Coupable de ne pas suffisamment attendre l'Autre, l'espérer, le reconnaître et l'accueillir comme le Bien, puisqu'il est encore, ce pays, dominé par les forces du Mal – cocardières, colonialistes, réactionnaires, patriarcales et *tutti quanti*.

Autrement dit : les lumières arrivent forcément d'ailleurs puisqu'ici sont les ténèbres. Le progrès viendra des éclairés – les *woke*, les éveillés – qui sauront déconstruire la sombre prétention de la France à souhaiter rester la France, pour une raison simple : la France, ça n'existe pas ! Mieux :

cela ne peut pas exister en soi, la France (ou seulement dans les fantasmes de quelques petits bourgeois rassis, consanguins et par conséquent en voie d'extinction), puisqu'aux yeux des immigrationnistes, non seulement la France est une terre d'immigration, mais la France n'est qu'une terre d'immigration.

Du reste, si l'on en croit cette vulgate, il n'y a pas vraiment de Français en France, il n'y a que des étrangers qui font la France. La preuve nous en a été très officiellement présentée par le musée de l'histoire de l'immigration (lequel est un établissement public placé sous la tutelle du gouvernement et financé par lui) : même Louis XIV, qui était paraît-il le Roi-Soleil, n'était-il pas avant tout un migrant ? « C'est fou ces étrangers qui ont fait l'histoire de France », s'enhardit le palais de la Porte-Dorée lors d'une campagne d'affichage à l'été 2023. Il jubile à préciser : « mère espagnole, grand-mère autrichienne » pour compléter le portrait du monarque en costume de sacre, tapissé dans les couloirs du métro parisien, afin de tenter d'édifier les foules et, j'imagine, d'en extirper de vils préjugés.

Toute une littérature, plus ou moins savante, a entrepris le même effort de narration, relativisant ce que la France a de permanent et de singulier, pour mieux exposer en quoi elle ne serait que mouvement et diversité. Ainsi, dans cette somme qu'est *L'Invention de la France*[1],

1. Hervé Le Bras, Emmanuel Todd, *L'Invention de la France. Atlas anthropologique et politique*, Gallimard, coll. « NRF essais », 2012.

Hervé Le Bras et Emmanuel Todd se sont efforcés de démontrer que « du point de vue de l'anthropologie, la France ne devrait pas exister ». Puisque l'on vous dit que c'est une aberration, la France ! Son histoire, « sans commencement visible et identifiable, n'a également pas de fin » : il s'y passe un tas de choses, c'est sûr, mais c'est une histoire qui se raconte des histoires, puisque la France n'est qu'une invention, c'est-à-dire une fiction.

Inutile de chercher l'unité, nous dit-on, vous trouverez toujours de la diversité : « la nation française n'est pas un peuple mais cent ». C'était vrai hier, ce sera encore plus vrai demain : « Parce qu'elle n'a pas d'être anthropologique défini, la France peut intégrer à peu près n'importe qui » (*sic*). Et encore : « La culture est mouvement, progrès, diffusion, homogénéisation bien sûr, mais de nouvelles différences apparaissent sans cesse – aujourd'hui maghrébines, africaines ou chinoises. Il ne saurait donc y avoir de retour à une homogénéité perdue, parce que cette homogénéité n'a jamais existé. » Si la France parvient à devenir quelque chose, c'est parce qu'elle est toujours différente de la France. Elle existe parce qu'elle n'est pas, puisqu'elle est étrangère à elle-même.

Sur la scène politique actuelle, Jean-Luc Mélenchon et ses thuriféraires sont certainement ceux qui poussent le plus loin la logique de l'hyperhétérogénéité revendiquée, en faisant expressément l'apologie de ce qu'ils appellent « la créolisation ». Leur programme n'est-il pas de faire advenir « un pays créolisé, où

chaque être humain s'enrichit dans sa relation aux autres[1] » ? Quel que soit l'immigré, d'où qu'il vienne et quoi qu'il fasse, sa survenance va nécessairement enrichir le pauvre pays qu'on appelait jusqu'alors la France, désormais émancipé de lui-même, libéré des vieilleries illusoires qui faisaient sa coupable fierté.

Allez, faites un effort. Essayez de saisir cette chance ! Cédez la place. Excusez-vous d'avoir cru, quelque temps, être quelqu'un, quelque part : vous n'étiez en vérité personne et nulle part, avant que, venu d'ailleurs, l'Autre ne vous fasse enfin naître, ici et maintenant, dans le délicieux bonheur du métissage – et l'avènement d'une humanité neuve, cette enviable Union populaire purifiée par l'altérité. Que ce processus suscite quelques désagréments transitoires, pour les migrants eux-mêmes comme pour les autochtones résidant jusqu'alors dans le pays de destination, ne saurait être une préoccupation utile. On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, comme l'ont d'ailleurs montré les glorieux exemples des camarades Staline, Mao ou Pol Pot lorsque, à leur manière robuste, ils avaient eux aussi pour projet de faire table rase du passé pour qu'advienne une souriante société nouvelle (*modulo* le goulag et un ou deux autres regrettables détails de ce genre).

Comment ne pas voir, dans la prétention immigrationniste à nous améliorer coûte que

1. *L'Avenir en commun. Le programme pour l'Union populaire*, Seuil, 2021.

coûte, que dégouline une purulente détestation de notre cité ? En vérité, cette cité-là, léguée par ceux qui nous ont précédés, n'a plus le droit de cité.

Si les immigrationnistes nous dénient le droit d'avoir des frontières et de jouir, en leur sein, d'institutions édictant des lois définissant qui a le droit d'entrer dans la cité et qui a le devoir d'en sortir, c'est parce que ce « nous », à leurs yeux, ne peut être légal, faute d'être légitime.

Malheur aux Français qui prétendent follement distinguer les hôtes des hôtes, car les lois éternelles de l'hospitalité ont dépassé leur date de péremption : pourquoi celui qui s'installe chez nous devrait-il nous demander l'autorisation avant de venir, pourquoi diable devrait-il respecter ce « chez nous », puisque nous sommes toujours coupables de discrimination et, donc, voués à la condamnation d'abord, à la disparition ensuite ?

Honte aux bâtisseurs de citadelle, qui ont égoïstement souhaité que leurs foyers ne soient pas ouverts à tous les vents. Honte aux garde-frontières, qui ont sottement cherché à maintenir la distinction pratique et physique entre un « ici » qui est « chez nous » et un endroit qu'on appelle « ailleurs ». Honte aux policiers, aux gendarmes, aux douaniers, à tous ces galonnés traîtres à l'humanité, qui prétendent exercer la force légale mais ne font que déployer une violence illégitime. Honte aux législateurs, qui ont sèchement érigé des barrières juridiques pour limiter, et parfois interdire, l'installation au

Table

I. Délivrons-nous de la haine 11

II. Le nouvel âge des migrations ne fait que commencer 43

III. Une chance pour la France, vraiment ? Le grand chambardement..... 81

IV. Voyage dans un demi-siècle d'hésitations coupables, où l'immigration n'a pas été gouvernée..... 123

V. Dans les coulisses du pouvoir : retour sur le moment Sarkozy 159

VI. Qui décide au nom du peuple français ? Le droit n'est pas une politique..... 207

VII. Quand les nations sonnent le réveil de l'Europe..... 245

VIII. Et maintenant ? À nous de décider, pour que vive la France ! 281

Post-scriptum 323